Tous droits réservés - Les Echos 2010

Les Echos 6/9/2010 P.10 LES STRATÉGIES

CROISSANCE VERTE

Pourquoi les Français abandonnent leur forêt

La récolte de bois est insuffisante au regard de la production et des besoins. Les professionnels déplorent un arrêt des investissements et les ONG réclament un développement plus écologique de la forêt.

La forêt française ne grandit plus. Tout au moins à l'horizontale. La nouvelle publiée en juillet par le ministère de l'Agriculture et de la Pêche n'a pas ébranlé la torpeur estivale mais elle marque un tournant historique : les surfaces boisées se stabilisent depuis 2006 à 15,1 millions d'hectares. C'est la fin de deux siècles de croissance continue de la forêt française, qui, en doublant de taille, a regagné le terrain cédé à des siècles de défrichement intensif. Cette croissance était même l'un des rares signaux positifs de l'état de santé des milieux naturels français et européens. Sous-produit de l'artificialisation massive des sols dans notre pays, la stagnation de la forêt ne signe pas son déclin pour autant, mais elle allume un feu de plus dans le vif débat sur le développement de cette ressource renouvelable.

Au début de l'été, cinq syndicats professionnels de la filière bois tiraient déjà la sonnette d'alarme. *« Pourquoi la France est-elle en train d'abandonner sa forêt ? »*, tempêtait Laurent Engourmandie, président de la Fédération nationale du bois. Ces industriels estiment que le pays n'investit plus suffisamment dans les plantations. Les pépiniéristes, en première ligne, se plaignent de ne plus vendre que 57 millions de plants, contre 120 millions dans les années 1990. Un verdict que partagent les représentants des propriétaires forestiers comme Jean-Yves Henry, secrétaire permanent de l'Association des sociétés et groupements fonciers et forestiers (Asfir) : *« Nous vivons actuellement sur l'acquis des grandes plantations des années 1960, mais cela ne pourra pas durer. »*

Pour la filière, le désinvestissement va à l'encontre du Grenelle de l'environnement qui pousse au développement du bois énergie et du bois de construction. Et de l'objectif fixé par le gouvernement d'augmenter la récolte de bois de 40 % en 2020 pour *« atteindre les objectifs européens de réduction de 20 % à 30 % des émissions de gaz »*. L'association écologiste Les Amis de la Terre faisait le même constat dans un rapport publié en mai: *« Alors que la forêt française est globalement sous-exploitée, le bois représente le deuxième poste de déficit commercial de la France. »*

Un gisement mal adapté

Pour les forestiers, le gisement français n'est plus adapté au marché croissant de la construction: *« Il est constitué de deux tiers de feuillus, alors que nous avons besoin de résineux. Il est loin le temps où l'on s'achetait des meubles en chêne massif ou des tables en merisier*, explique Laurent Engourmandie. *La consommation actuelle demande des panneaux de particules. »*

L'investissement bute sur plusieurs souches. La surface de la forêt française est privée à 74 % et très morcelée. Ses petits propriétaires sont moins motivés pour exploiter leurs biens, avec pour conséquence qu'un tiers seulement du bois produit par les arbres est récolté. Le rendement peu attractif de ces patrimoines limite par ailleurs l'investissement, déplorent les professionnels (lire ci-dessous). La filière paye aussi la disparition du Fonds forestier national, qu'elle avait pourtant réclamée en 2000 pour s'alléger de la taxe parafiscale qui le finançait. Version bûcheronne de l'arroseur arrosé. Ce dispositif, lancé après guerre pour soutenir la plantation, l'équipement des exploitants, les scieries, pouvait représenter jusqu'à 40 % de l'investissement. Son abandon a particulièrement touché l'entretien des forêts communales.

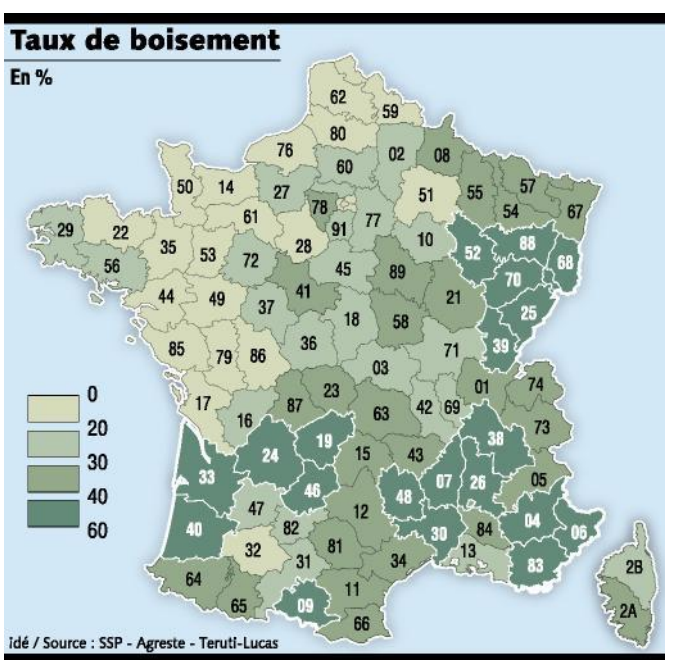
Les professionnels incriminent également la pression environnementale de la société. Pour concurrencer les bois d'importation, les propriétaires et les exploitants proposent d'intensifier la production par la monoculture d'espèces résineuses rapides, comme le douglas, en procédant à des coupes rases, etc. Autant de méthodes qui brusquent le goût du public et des institutions pour une forêt plus naturelle. *« Il n'est pas question de remettre en cause le mode de gestion par renouvellement naturel qui marche bien pour la très haute valeur ajoutée ou à l'Office national des forêts (ONF). De même, la multifonctionnalité des forêts est très noble et elle a fonctionné, mais il y a des endroits où la plantation doit être envisagée, comme en Allemagne et en Suède qui ont des forêts de production»*, insiste Laurent Engourmandie. *« Le pays importe déjà 3 millions de mètres cubes de résineux et l'industrie en manque probablement de 4 à 5 millions. Des exploitants ou des scieries ont lourdement investi dans de gros outils qui ne tournent pas à plein régime à cause du manque de matière»*, enfonce-t-il.

GUY CHRISTIAN/THEMIS.FR

Les forestiers aimerait intensifier la culture de résineux, plus rentable et qui correspondent mieux à la demande du marché français alors que les associations écologiques voudraient valoriser la production de bois de feuillus.

Le retour aux plantations massives de résineux ne fait toutefois pas l'unanimité. L'association Les Amis de la Terre critique cette solution: *« Nous proposons de faire évoluer les techniques de construction en bois afin de mieux valoriser les bois de feuillus, majoritaires dans les forêts françaises. »* Mêmes interrogations chez beaucoup d'experts forestiers. Jean-Yves Henry rappelle qu'un choix a été fait à la fin des années 1980 de favoriser à nouveau la régénérescence naturelle au détriment des plantations, une tendance historique de la sylviculture française depuis l'école de Nancy, à la fin du XIXe siècle.

Le mouvement européen forestier Pro Silva a promu un mode de sylviculture en futaie irrégulière qui évite de planter et s'avère efficace mais technique. Il mobilise moins de capitaux au départ mais exige un entretien plus soigneux et fréquent des parcelles avec, au final, des rentabilités comparables. *« Il fonctionne bien en feuillus, mais reste moins performant pour le pin maritime et beaucoup de résineux»*, relativise Jean-Yves Henry. L'ONF a pris également cette direction (lire ci-dessous).

La forêt française n'en finit pas non plus de payer les dégâts des tempêtes de 1999 et 2009. Les derniers cataclysmes ont abattu 500.000 hectares de bois, dont seulement 150.000 hectares auraient été reconstitués. Ils ont fait plonger de 20 % le prix du bois, avec pour autre effet pernicieux d'engloutir des dizaines d'années de cotisation chez les assureurs, dissuadant ces derniers de revenir à ce marché. *« Il devient difficile pour un propriétaire de protéger son bien. Pendant longtemps, ce sont les forêts du Sud que les assureurs ne voulaient plus couvrir à cause du risque d'incendies mais, désormais, la prudence concerne même les forêts du Nord»*, confirme un spécialiste d'AXA. D'après les Centres régionaux de la propriété forestière, moins de 0,5 % des propriétaires ont une assurance.

MATTHIEU QUIRET